

Comment résoudre le problème palestinien

Salim Aboud

Publié dans La Correspondance Internationale, organe de l'Internationale Communiste, n°44, 16 octobre 1937

En 1937, Staline au pouvoir a déclenché les procès de Moscou depuis un an. Les purges touchent tout l'appareil soviétique et durent jusqu'en 1938.



Staline a arrêté ou fait exécuter la plupart des bolcheviks de la révolution russe de 1917. Sur les 1 966 délégués du XVIIe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (1934), 1 108 sont arrêtés. Sur les 139 membres du Comité central, 98 sont arrêtés. Trois cinquièmes des maréchaux soviétiques et un tiers des officiers de l'Armée rouge ont été arrêtés ou/et fusillés. En dehors des prisonniers politiques, plusieurs millions d'autres sont morts durant les purges.

Cela ne perturbe pas outre mesure les communistes français qui trouvent dans la révolte arabe en Palestine une cause autrement plus importante à défendre.

Salim Aboud, représentant arabe auprès du comité exécutif de l'internationale publie ainsi dans "La

correspondance internationale", journal de l'internationale communiste, organe du Komintern en France, sa solution au conflit en Palestine.

L'article publié le 16 octobre 1937 (n°44) constate tout d'abord que le projet sioniste est un projet impérialiste et colonialiste des Anglais et des Juifs. Il encourage les "travailleurs" selon sa terminologie à se dissocier du sionisme et à s'allier avec les masses arabes. Ensuite il remet à jour "l'autre plan remarquable" de Mohammed Ali, régent d'Égypte, qui regrouperait la Palestine, la Syrie et la Transjordanie "sous un gouvernement démocratique unifié".

Pour Salim Aboud, la situation est un prétexte que saisiront les dictatures européennes " pour faire de la Palestine et des pays arabes voisins le théâtre de désordres pouvant causer le plus grand préjudice à la Grande-Bretagne, aux Arabes et aux Juifs, et mettre la paix du monde en danger."

Les thèmes actuels du sionisme cause de tous les maux, dont la paix mondiale sont déjà installés.

Aboud conclut en dénonçant les fascismes arabes et juifs contre lesquels doivent lutter les masses laborieuses de ces deux peuples.

Le texte n'est pas en soi étonnant, tant la position restera finalement assez constante durant des décennies. Il montre par contre à quel point l'exception de 1947, qui a vu l'URSS voter pour le plan de partage (résolution n°181 de novembre 1947) est remarquable.

Texte de l'article

Lorsque fut publiée la déclaration Balfour, en 1917, l'impérialisme britannique était parfaitement au courant de toutes les difficultés qu'elle allait susciter.

La Grande-Bretagne avait besoin d'un allié fidèle qui l'aiderait à faire obstacle au mouvement croissant de libération nationale du peuple arabe, à raffermir sa position impérialiste dans les pays arabes et à protéger sa route des Indes.

Ce fut le sionisme qui s'avéra être cet allié.

La Grande-Bretagne dénonça ses promesses antérieures d'indépendance et d'autonomie des Arabes, et publia la déclaration Balfour à l'adresse des chefs sionistes.

Par cette manifestation, l'Angleterre se chargeait de créer en Palestine les conditions nécessaires à l'établissement d'un "Foyer national juif".

Depuis vingt ans que dure cette institution du "Foyer national juif", imposé par la contrainte, les dirigeants sionistes, malgré leur démagogie et l'aide bienveillante de la Grande-Bretagne, ne purent arracher aux Arabes plus de 1 250 000 dounam de terres, c'est-à-dire environ un huitième des terres cultivées ou un tiers de toutes les terres fertiles du pays.

5% seulement de la population juive de Palestine furent établis en colons sur ces terres. Dans la question de l'immigration, le succès fut tout aussi relatif.

Malgré l'exploitation par des chefs sionistes de toutes les circonstances qu'ils pensaient propres à favoriser l'immigration juive en Palestine, y compris la brutale persécution des juifs en Allemagne, 300 000 personnes seulement vinrent s'établir à demeure en Palestine pendant ces vingt années. Beaucoup de ces nouveaux immigrants gardent d'ailleurs leur ancienne nationalité.

Le côté le plus sombre de ce "Foyer national juif", création de la Grande-Bretagne et des sionistes, c'est son résultat pour le peuple arabe.

Plus de 60 000 paysans et fermiers arabes furent chassés de leurs terres occupées par les Juifs.

Cet état de chose provoqua quatre émeutes arabes contre la domination anglaise et le sionisme.

La plus importante eut lieu en avril 1936.

Cette émeute coïncidant avec de graves événements dans les pays arabes voisins, et dont les fascistes allemands et italiens cherchèrent à profiter, convainquit, par sa durée et ses proportions, la Grande-Bretagne qu'il est impossible de continuer à gouverner le pays par les vieilles méthodes.

Une commission royale fut nommée, avec mission d'enquêter sur les causes de l'émeute et d'élaborer un projet de solution de la question palestinienne.

Voici donc ce qu'elle propose : le partage du minuscule pays de Palestine en trois parties : l'une pour les Arabes, l'autre pour les Juifs, la troisième, comprenant Jérusalem, pour la Grande-Bretagne, c'est-à-dire lui restant sous forme de territoire sous mandat, étant bien entendu d'ailleurs que la Grande-Bretagne aurait aussi voix au chapitre dans les deux petits Etats-fantômes juif et arabe.

Le peuple arabe de Palestine repousse le plan de morcellement.

Le monde arabe tout entier se solidarise à cet égard avec lui.

Les Arabes ne voient pas autre chose dans ce projet qu'une réorganisation, sur de nouvelles bases, de l'impérialisme britannique en Palestine et dans le monde arabe, une recrudescence de vie du sionisme et de nouveaux obstacles dressés contre leur mouvement de libération nationale.

Le projet dépouille le peuple arabe des meilleures terres de Palestine, en particulier celles de la côte, pour y ériger l'Etat juif, condamnant la population de cette région au nomadisme et à l'émigration vers les régions infertiles et montagneuses du centre.

Chose étrange pour quiconque sait que les Arabes forment la majorité dans ces territoires.

Non seulement le projet ne diminue en rien l'hostilité actuelle entre Juifs et Arabes en Palestine, mais il la renforce et fournit de nouveaux éléments de désaccord entre l'impérialisme britannique et la nation arabe en Palestine et hors de Palestine, ainsi que l'ont fait voir les derniers événements du monde arabe.

De même, il ne pourra que renforcer les intrigues et les complots de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie fasciste.

Ces États s'empresseront d'exploiter le mécontentement des Arabes, pour faire de la Palestine et des pays arabes voisins le théâtre de désordres pouvant causer le plus grand préjudice à la Grande-Bretagne, aux Arabes et aux Juifs, et mettre la paix du monde en danger.

Tout en rejetant le projet de partage, les Arabes présentent des contre-projets constructifs.

Ils demandent qu'on mette un terme à la politique impérialiste et coloniale ; que la population palestinienne, aussi bien juive qu'arabe, reçoive les droits démocratiques qu'on lui refuse ; qu'un parlement composé des représentants du peuple soit formé pour légiférer démocratiquement et sans entraves aussi bien au sujet de la répartition des terres et de l'immigration, qu'en toute autre matière, dans l'intérêt de tous les habitants de la Palestine.

La question n'est pas davantage pour les Arabes que pour les Juifs de savoir "quelle nation dominera l'autre", bien que la commission royale se soit efforcée de le démontrer, mais « comment les deux nations pourront être amenées à collaborer ».

Le chemin que les impérialistes et les sionistes ont négligé, c'est celui de la démocratie.

Un autre projet arabe remarquable, c'est celui du

prince Mohammed Ali, régent d'Egypte.

Soutenu par tous les nationalistes du monde arabe, ce projet, analogue à ceux de deux personnalités influentes et lucides du monde juif, le chef du parti libéral de Grande-Bretagne, Sir Herbert Samuel, premier haut-commissaire britannique en Palestine, et le Dr Magnes, ancien recteur de l'Université hébraïque de Jérusalem, prévoit la jonction de la Palestine, de la Syrie et de la Transjordanie sous un gouvernement démocratique unifié.

Les Juifs y feront figure de minorité nationale à droits égaux à ceux des autres.

La politique des sionistes ne serait pas reconnue.

Un des mérites de ce plan est non seulement de garantir la collaboration et l'amitié entre Juifs et Arabes, mais - on ne saurait trop le reconnaître - d'amoindrir le danger d'une guerre en Méditerranée orientale, de proposer un nouvel Etat favorable à la cause de la paix et de la sécurité mondiale, un nouvel allié des nations démocratiques, France et Angleterre en particulier, dans la lutte contre la guerre et le fascisme.

La Grande-Bretagne n'a accordé nulle attention à ces projets, elle s'est refusée à les prendre sérieusement en considération.

Il semble même qu'elle persiste à vouloir réaliser son projet de morcellement, bien que persuadée elle-même que seul l'emploi de la force permettra de le faire.

Les récents événements de Palestine démontrent que les Arabes ont commencé à résister sérieusement au projet britannique.

Une fois de plus, la Grande-Bretagne vient de montrer qu'au lieu d'agir dans l'intérêt des Arabes et des Juifs, ainsi que de leur collaboration, qu'au lieu de travailler pour la cause de la paix et pour

préservé la vie de la jeunesse anglaise, elle ne songe qu'à ses intérêts impérialistes et coloniaux.

Le Congrès de Zurich vient de dévoiler les véritables intentions des dirigeants sionistes.

Les éléments représentant véritablement les masses laborieuses juives y ont été réduits au silence.

Quant aux opinions qu'il fut permis d'énoncer, elles peuvent se diviser en deux groupes.

Le premier acceptait le partage, à condition que l'État juif fut agrandi aux dépens des Arabes.

Le deuxième repoussait le partage, non pour collaborer à l'action de libération nationale arabe, mais en vue de réaliser le programme maximum du sionisme, à savoir l'occupation de la Palestine et de la TransJordanie.

Les projets arabes sont pratiques et réalisables. Si les chefs sionistes tiennent vraiment à une entente avec les Arabes, comme ils le prétendent, on peut dire avec certitude qu'ils passeront plus tôt qu'il ne semble dans le domaine des réalités.

Le devoir des masses laborieuses juives et des libéraux juifs, notamment en Palestine, est de secouer le joug des dirigeants sionistes, agents de l'impérialisme britannique et d'en venir à une entente directe avec le peuple arabe, à l'unification de la lutte politique du peuple juif avec la lutte du peuple travailleur arabe et le mouvement de libération nationale arabe, sur la base du front populaire, de la démocratie, du parlementarisme, de la liberté syndicale et du pain assuré pour tous.

De la sorte, ils contribueront d'ailleurs à la cause du progrès parmi les masses arabes, ils aideront le peuple arabe de Palestine et d'ailleurs à combattre leurs traîtres et réactionnaires, et enfin, ils travailleront pour la sauvegarde de la paix en Palestine, dans les pays arabes et dans le monde entier.

Les travailleurs, les amis de la paix et du progrès, en Grande-Bretagne et dans le reste du monde, ont eux aussi le devoir de soutenir ces projets arabes qui résoudre la question palestinienne dans l'intérêt des masses laborieuses juives et arabes en vue de leur collaboration amicale et serviront la lutte contre le fascisme juif et arabe en Palestine, ainsi que la cause de la paix au Proche-Orient et dans le monde entier